



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 26/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 06/03/2026**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DUSOLIER - CALBERSON**

18 avenue des Carreaux  
ZA de la Millardière - BP 157  
49480 Verrières-En-Anjou

**Références :** 2026-251\_INSP\_DUSOLIER\_CALBERSON\_Verrière\_en\_Anjou\_RAP

**Code AIOT :** 0006302757

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement DUSOLIER - CALBERSON implanté 18 avenue des Carreaux ZA de la Millardière 49480 Verrières-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUSOLIER - CALBERSON
- 18 avenue des Carreaux ZA de la Millardière 49480 Verrières-en-Anjou
- Code AIOT : 0006302757
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité principale : Transport, groupage-dégroupage et stockage de marchandises (pour des colis de 1 kg à 1 tonne).

En fonctionnement du lundi 5h00 au samedi 13h30.

110 collaborateurs Geodis + 25 collaborateurs inérimaires + 25 sous-traitants + 5 à 10 clients travaillant *in situ*.

Zones clés et installations :

1. Stockage :
  - Entrepôt Logistique dédié au stockage et à la préparation de commandes pour

différents clients du secteur

- 
- 2. Plateforme de transit (3 910 m<sup>2</sup>) :
  - Groupage/dégroupage de marchandises (flux journalier : réception/distribution le jour même).
  - Matières dangereuses (réglementation ADR applicable).
- 3. Installations annexes :
  - Local de charge de batteries.
  - Station de distribution de gas-oil (pour la flotte).
  - Piste de lavage véhicules.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Défense extérieure incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.1	Demande d'action corrective	7 mois
5	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, articles 4.2.2 et 4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 9.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Accès pompier	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 9.1.2	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.2	Sans objet
9	Exercices incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 14	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que des modifications significatives ont été mises en œuvre ces dernières années visant à rétablir la conformité réglementaire concernant plusieurs thématiques de la stratégie incendie : système sprinkler, défense extérieure contre l'incendie, dispositions constructives, accès des véhicules de pompiers, exercices incendie, système de désenfumage... Ces évolutions positives doivent être formalisées (notamment D9, D9a mis à jour) et consolidées dans un porter à connaissance (PAC) qui devra être déposé en mai 2026.

Un point significatif identifié concerne les rejets aqueux, pour lesquels des dépassements récurrents des valeurs limites ont été constatés. L'inspection demande un respect immédiat et pérenne de ces valeurs limites dans les meilleurs délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DUSOLIER CALBERSON a été autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 1996, à exploiter les installations classées suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1510-1 : Entrepôt couvert de stockage de matières combustible : volume entrepôt de 140 200 m<sup>3</sup> (régime A),</li> <li>• 1434-1-b : Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables : débit maximal équivalent = 10 m<sup>3</sup>/h (régime D),</li> <li>• 2925 : Ateliers de charge d'accumulateurs : 26 kW (régime D).</li> </ul> <p>Le tableau de classement mentionné dans l'arrêté préfectoral du 23 mai 1996 est le suivant :</p> <p><b>Installation soumise à autorisation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Entrepôts couverts pour le stockage de matières, produits ou substances combustibles, le volume total des entrepôts étant égal à 140200 m<sup>3</sup>.</li> <li>- rubrique 1510.1 ✓</li> </ul> <p><b>Installations soumises à déclaration:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Installation de distribution de liquide inflammable de la 2<sup>ème</sup> catégorie, le débit maximum de l'installation étant égal à 10 m<sup>3</sup>/h.</li> <li>- rubrique 1434.1.b ✓</li> <li>* Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant égale à 26 kW.</li> <li>- rubrique 2925</li> </ul> <p>Les installations de la société DUSOLIER CALBERSON ne sont plus soumises au régime d'exploitation de l'autorisation en raison de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui a été introduite par le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 et, en particulier, la création du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de la société DUSOLIER CALBERSON ne sont plus soumises au régime d'exploitation de l'autorisation en raison de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui a été introduite par le décret n°2010-370 du 13 avril 2010 et, en particulier, la création du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510.</p>

L'évolution de la nomenclature des installations classées, a conduit à mettre à jour par courrier de la préfecture du 23 mai 2017 le classement des installations selon le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
1510-2	<p><b>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</b></p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>2. supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Quantité stockée supérieure à 500 tonnes</p> <p>Volume total de l'entrepôt : 140 200 m<sup>3</sup></p>	E
1435-2	<p><b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</b></p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></p>	600 m <sup>3</sup> gasoil	DC
1185 (ex 4802)	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p>Classement acté par lettre préfectorale du 23 mai 2017 pour : 19,07 kg</p> <p>Non classé - 3 systèmes de climatisation pour les locaux administratifs :</p> <p>1 - Etage =&gt; 28,09kg charge R410A (60,19kW)  2 - Rdc =&gt; 22,532kg charge R410A (46,83kW)  3 - Ssol :  R410A : 5,1kg de charge (1,9+1,6+1,6) 3 unités  R32 : 10,7kg de charge (0,4+1,4+1,9+1,9) 4 unités  Soit en cumulé =&gt; 61,322kg de fluide</p>	<p>DC</p> <p>NC</p>

\*A = Autorisation, E = enregistrement, DC= déclaration soumise à contrôle périodique, D= déclaration

Au jour de l'inspection, l'exploitant présente le classement suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
1510-2-c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits	Quantité stockée supérieure à 500 tonnes	E

	<p>combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>2. supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Volume total de l'entrepôt : 140 200 m<sup>3</sup></p>	
1435-2	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></p>	600 m <sup>3</sup> gasoil	DC
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	118 kW	D
2925-2	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p>	51 kW	NC

(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1996 restent applicables au site.

Prescriptions applicables aux installations :

- arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts sous la rubrique n° **1510** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, régime de **l'enregistrement – annexe V.I et annexe**

### VIII ;

- arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à **déclaration** sous la rubrique n° **1435** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d') " - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2).

Evolution des installations et antériorité :

Dans les données transmises par la société DUSOLIER CALBERSON, il apparaît que le classement des installations de charge de batteries sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2925 de la nomenclature ICPE est lié à une modification des installations (augmentation de la puissance de charge, de 25 à 70 kW, et aujourd'hui à 118 kW) et non à la modification de la nomenclature ICPE. Il ne peut donc bénéficier de l'antériorité pour la rubrique 2925.

La dénomination de l'établissement a changé le 1<sup>er</sup> juin pour devenir **GEODIS D&E VAL DE LOIRE OCÉAN**. Un courrier a été adressé à la préfecture en ce sens le 15 juillet 2025. L'inspection des installations classées propose d'en prendre acte.

L'exploitant indique qu'un porter à connaissance reprenant l'ensemble des modifications mises en œuvre et fournissant tous les éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de leur impact sur l'installation classée sera remis à l'inspection des installations classées avant la **fin du mois de mai 2026**.

Il devra aussi définir son régime de procédure autorisation ou enregistrement.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est nécessaire que ce porter à connaissance réponde notamment aux questionnements de l'inspection figurant dans le rapport de visite du 10 octobre 2019 en annexe 3 et traite de l'augmentation de niveau d'activité au titre de la rubrique 2925 et de l'antériorité au titre de la rubrique 1510 (Décret : 2020-1169) avec une analyse de conformité aux annexes V.I et VIII de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Les porter à connaissance (PAC) précédents sont considérés comme devant être remplacés par ce nouveau PAC.

Le porter à connaissance mentionnera également le régime de procédure retenu (Autorisation ou enregistrement) et adaptera les références réglementaires en conséquence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### **N° 2 : Défense extérieure incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

## **Prescription contrôlée :**

### Défense extérieure incendie

La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par deux réserves d'eau de 400 m<sup>3</sup> et 300 m<sup>3</sup> accessibles en tout temps aux véhicules d'incendie. Une plate-forme permettant le stationnement de deux véhicules doit être mise en place à proximité immédiate de chaque réserve.

Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

### **13. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

...

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus,



installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

...

#### Constats :

##### Modifications des réserves d'eau incendie

La réserve d'eau incendie ouverte de **400 m<sup>3</sup>** (bassin partagé avec un site voisin) a été **exclue** du panel des moyens de lutte contre l'incendie du site et **exclue des calculs de besoins** par l'exploitant.

Elle a été remplacée par une **réserve aérienne de 518 m<sup>3</sup>** (cuve de type silo), offrant une **capacité complémentaire de 118 m<sup>3</sup>**, entièrement dédiée aux pompiers.

Par ailleurs, une **nouvelle cuve spécifique pour le sprinklage** a été installée à proximité immédiate de la réserve pompiers.

Enfin, la **réserve existante de 300 m<sup>3</sup>**, située au sud de l'établissement, reste **maintenue** sans modification.

État des poteaux incendie - dernier test dynamique (mai 2021)

Le **poteau incendie 10244**, situé au sud de l'établissement (côté quai de transit), présente un **débit mesuré de 37 m<sup>3</sup>/h..**

En revanche, les poteaux 10305 et 10338, situés au nord de l'établissement, affichent un débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h, conformément aux exigences en vigueur.

Impact : Augmentation globale des capacités (+118 m<sup>3</sup> pour les pompiers).

Sur le terrain, l'accessibilité aux cuves et aux vannes de raccordement pompiers a été vérifiée et confirmée.

Les modifications majeures apportées aux réserves d'eau incendie (suppression du bassin de 400 m<sup>3</sup>, ajout d'une cuve de 518 m<sup>3</sup>, création d'une réserve sprinklage) ainsi que les résultats des tests dynamiques des poteaux (notamment le débit faible du poteau 10244) constituent des changements **notables** impactant les moyens de lutte contre l'incendie.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant intégrera ces évolutions dans le PAC à venir (mai 2026) avec les nouveaux calculs D9 et D9a afin de garantir la conformité des dispositifs mis en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : Vérification périodique et maintenance des équipements

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.6.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance de l'installation de sprinklage

**Prescription contrôlée :**

8.6.5 L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie doit être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.

Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

Point 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

#### Constats :

##### Visite 2019 :

Le rapport de contrôle du sprinklage d'AXIMA ENGIE (19/06/2019) révélait des non-conformités critiques (îlots > 300 m<sup>2</sup>, hauteur de stockage > 5 m) et des défauts d'entretien (rétention gasoil, batteries, soupape poste n°1 partiellement corrigée). L'exploitant devait traiter ces écarts et fournir le certificat N1 CNPP (conformité APSAD R1).

##### Visite 2026 :

La société GEODIS D&E Val de Loire Océan a mandaté le cabinet ALTEOS pour établir un diagnostic des installations sprinklage, rechercher des prestataires et superviser les travaux de mise en conformité (coût total des travaux 490 000 €).

Dans le cadre des travaux trentenaires, toutes les têtes de sprinklage ont été remplacées.

Par courriel du 25/02/2026, l'exploitant a transmis le **certificat de conformité APSAD N1** établi par la société Atlantique Automatismes Incendie le 20 mars 2024 (issu de la maintenance des 30 ans), attestant que l'installation sprinkler répond aux règles de l'art selon la règle APSAD R1.

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 16 mars 2026 le **compte-rendu Q1** relatif à la vérification semestrielle du système sprinkleurs (extinction automatique à eau type sprinkleur) du 6 novembre 2025 :

- **Aucun risque de mise en échec du système sprinklage** n'est relevé
- 4 non-conformités sans risque de mise en échec du système sont relevés (reports d'alarmes, présence inadaptée de caisses de polystyrène et d'une benne à déchets). Elles ont été traitées ou sont en cours de traitement (vu le fichier de suivi des non-conformités).
- 4 observations/améliorations sont proposées

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre le compte-rendu Q1 du mois de mars 2026.

La description du système de sprinklage après travaux et sa prise en compte dans le nouveau D9 sera intégrée dans le PAC à venir de mai 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 4 : Protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

8.1 Les installations doivent être protégées contre la foudre par des dispositifs conformes à la norme française C 17-100 de février 1987, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

Point 15. Installations électriques et équipements métalliques

...

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

...

Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

**Constats :**

Visite 2019 :

Suite à l'étude Duval Messien (27/03/2017), l'exploitant a installé :

- 3 paratonnerres PDA (2 descentes/terre + compteurs de foudre),
- Parafofoudres type I (TGBT transfo, messagerie, AG2/AG3),
- Parafofoudres type II (centrale incendie, armoire sprinkler, etc.).

Les travaux, attestés par un DOE (21/05/2019), ont fait l'objet d'une vérification initiale par Franklin (24-25/09/2019). Un suivi mensuel des compteurs (0 impact enregistré) et des contrôles périodiques sont en place.

L'exploitant devait compléter la démarche et fournir le rapport de vérification initiale et justifier les mesures correctives en cas d'écarts.

Visite 2026 :

Par courriel du 25 février 2026, l'exploitant a transmis avant la visite, le carnet de bord de suivi des installations de protection contre la foudre, établi par la société DUVAL MESSIEN attestée Qualifoudre. Il consigne l'ensemble de la démarche de protection contre le risque foudre de l'établissement, à savoir :

- l'analyse du risque foudre (ARF) rédigée le 26/08/2010 par Bureau Veritas ;
- l'étude technique des protections contre la foudre (ETF) ainsi que la notice de contrôle et de maintenance établies le 07/03/2018 par Duval Messien ;
- l'installation des protections réceptionnée en date du 21/05/2019 par Duval Messien ;
- les vérifications périodiques annuelles : initiale, visuelle ou complète, réalisées par BCM Foudre depuis 2022. La périodicité de ces vérifications est dépassée de 1 mois en 2020 et de 2 mois en 2024.

Constat de la vérification complète (28/10/2025 - BCM Foudre, Qualifoudre) : 1 observation mineure : Non-raccordement du conduit métallique de l'extracteur d'air en toiture au réseau de

protection foudre.

Relevé des comptages foudre du site (A-B-C) :

Aucun impact enregistré sur les 3 compteurs (A, B, C).

Vérification terrain : Compteur C confirmé à 0 impact.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Planifier les prochaines vérifications pour éviter tout nouveau dépassement de la périodicité annuelle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 mois

**N° 5 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 9.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives

**Prescription contrôlée :**

Dispositions constructives

L'entrepôt doit être divisé en cellules de stockage de 4000 m<sup>2</sup> au plus, isolées par des parois coupe-feu de degré deux heures entre le quai de transit et la cellule n°1 et des parois coupe-feu de degré 4 heures entre les cellules n°1, 2, et 3. La couverture ne comporte pas d'exutoires sur une largeur de 4 m de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

Construction et aménagement

Les ouvertures entre le quai de transit et la cellule n°1 sont équipées d'une porte coupe-feu de degré 1 heure. Les ouvertures entre les cellules n°1, n°2 et n°3 sont équipées d'une porte coupe-feu de degré deux heures de chaque côté du mur.

**Constats :**

Visite 2019 :

Dossier de porter à connaissance déposé le 18 juillet 2018 en préfecture

Le site, initialement autorisé en 1996 (ICPE) et passé en régime d'exploitation de l'enregistrement en 2017, demande une révision de son arrêté pour certaines prescriptions.

Les volets concernés sont les suivants :

- L'extension du stockage de plastiques automobiles (rubrique 2663) en cellule 3, avec une étude des flux thermiques non représentative (hypothèses minimisées : stockage sur 1 200 m<sup>2</sup> au lieu de la surface totale, murs considérés à tort REI 120 au lieu de EI120).
- La révision des prescriptions coupe-feu, les murs en parpaings (20 cm) n'assurant pas le REI 240 prescrit (dégradations, défauts d'étanchéité confirmés par l'APAVE). L'exploitant indique qu'il s'agit d'une erreur dans la demande initiale d'autorisation (article 9.2.5 : pas de stockage de liquides inflammables).

Incohérences et insuffisances :

•

L'inspection des installations classées les a détaillées en annexe 3 du rapport de visite du 10 octobre 2019.

#### Visite 2026 :

Par courriel du 25/02/2026, l'exploitant transmis un rapport d'assistance technique établi par le bureau d'étude APAVE le 02/06/2020. Les conclusions de ce rapport sont les suivantes :

#### Mur entre la cellule 1 et le quai de transit :

- Le mur maçonné présente des caractéristiques permettant de justifier d'un degré coupe-feu et de stabilité-au-feu d'une durée de 2 heures (REI120) ;

#### Murs entre les cellules 1/2 et les cellules 2/3 :

- Les maçonneries de remplissage présentent des caractéristiques permettant de justifier d'un degré coupe-feu d'une durée de 2 heures (EI120).
- Les poteaux présentent une stabilité-au-feu d'une durée de 4 heures (R240).

#### Défauts d'isolement constatés :

Les défauts d'isolement suivants ont été constatés ponctuellement sur les murs séparatifs :

- Des réservations pour les passages de réseaux électriques ne sont pas correctement calfeutrées.
- Des vides ont été constatés entre les maçonneries de remplissage et les poteaux raidisseurs en béton (mur entre cellule 2 et 3).

#### Devis et attestation de travaux :

- Devis : établi par GRC Maçonnerie d'un montant de 1 035 € HT pour corriger les défauts d'isolation identifiés dans le rapport APAVE.
- Preuve de réalisation : L'exploitant a présenté une attestation de fin de travaux (bon de livraison) mentionnant "la mise en conformité de la paroi coupe-feu".

Carence bloquante pour la levée de la NC : L'attestation de fin de travaux ne prouve pas la conformité REI des murs intercellulaires, faute de détails techniques sur :

- le calfeutrement des réservations (passages de réseaux électriques) : méthode et matériaux utilisés non précisés (ex. : mousse intumescence, mortier coupe-feu, classe de résistance).
- Le comblements des vides entre maçonneries et poteaux raidisseurs (mur cellule 2-3) : absence de description des travaux (ex. : injection de mortier, scellement, vérification de l'étanchéité à l'air).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Intégrer dans le PAC à venir en mai 2026, les demandes argumentées de modifications de prescriptions.

Prendre notamment en compte l'annexe 3 du rapport de visite du 10 octobre 2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### **N° 6 : Accès pompier**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 9.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité des services de secours

**Prescription contrôlée :**

9.1.2 Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul de sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètres de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

Point 3.1. Accessibilité au site

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.

**Constats :**

La voie engin est dégagée (pas de rocher, pas de véhicule stationné).

Pas de non conformité relevée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Prévention de la pollution des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, articles 4.2.2 et 4.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

4.2.2 Les eaux pluviales des toitures et des voiries collectées dans la structure réservoir de 1500 m<sup>3</sup> sont rejetées avec un débit de fuite maximum de 80 l/s dans le fossé qui borde l'établissement au Sud et qui s'écoule dans le ruisseau de la Veillère.

4.2.3 Les effluents de l'installation de lavage des véhicules sont rejetés, après passage dans un débourbeur séparateur d'hydrocarbures d'une capacité minimum de 0,3 m<sup>3</sup>, dans le fossé qui borde l'établissement au Sud.

Les effluents rejetés présentent les caractéristiques suivantes:

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (norme NF T90008),
- matières en suspension totales < 50 mg/l (norme NF T90105),
- hydrocarbures totaux < 10 mg/l (norme NF T90114).

Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

#### Point 1.6.4. Eaux pluviales

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

Arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

#### 5.3. Réseau de collecte

Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou éliminés dans une installation dûment autorisée.

Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de distribution.

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils

de distribution ou de façon à ce qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci.

Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible.

Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

#### 5.5. Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme en vigueur, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif, le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;

b) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : hydrocarbures totaux : 10 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne.

Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

#### Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

##### Point 1.6.1. Plan des réseaux

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 25/02/2026 les résultats d'analyse des eaux résiduaires issues de la station de lavage et de la station service en date du 26/09/2025. Ils sont conformes aux VLE fixées dans l'arrêté préfectoral.

En revanche, il a été consulté en inspection le bilan des analyses des 2 points de rejets après séparateurs qui révèle des non-conformités récurrentes.

#### **Synthèse des non-conformités (NC) des rejets aqueux (2016-2026) - Station de lavage :**

Paramètres les plus critiques et problèmes identifiés par l'exploitant

DCO/DBO (lavage) : **10 NC** → Problème structurel de traitement des effluents organiques.

pH (GO/lavage) : **9 NC** → Dosage des produits et rinçages à revoir.

MES (lavage) : **5 NC** → Décantation inefficace.

Causes racines récurrentes identifiées par l'exploitant :



- Entretien insuffisant des séparateurs.
- Protocoles de lavage non maîtrisés (dosages, pression).
- Absence de contrôle en temps réel.

L'exploitant propose de mettre en place un suivi plus régulier des rejets aqueux (tous les 3 mois) afin de justifier de l'efficacité des mesures correctives prises.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Prendre des mesures correctives efficaces dans le temps, telles que :

- **Renforcer la maintenance préventive** (vidange régulière des séparateurs) ;
- **Former les opérateurs/prestataires** (dosages, bonnes pratiques) ;
- **Étudier si nécessaire une refonte des systèmes de traitement** (dimensionnement, technologies adaptées) ;
- ...

afin de respecter les VLE.

Transmettre un plan d'action accompagné du plan des réseaux prescrit au point 1.6.1. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 8.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

8.2 Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur et entretenues en bon état.

Elles sont contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Point 15, annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

...

**Constats :**

L'exploitant a envoyé par courriel du 25/02/2026, les rapports de visite périodique de vérification des installations électriques de la zone Logistique et de la zone Messagerie.

Les comptes-rendus Q18 ont été émis aux dates suivantes : le plus récent le 26/05/2025 et le précédent le 28/05/2024. La périodicité annuelle prescrite est respectée.

Les contrôles sont réalisés par Bureau Veritas. Les installations Haute tension et les installations Basse et Très Basse Tension ne font l'objet d'aucune observation. Il en ressort qu'il convient néanmoins de réaliser la mise hors tension totale de l'installation électrique pour rendre le contrôle complet. L'exploitant a présenté un avenant au contrat Bureau Veritas ayant pour but la réalisation de coupures des installations électriques de l'ensemble de l'établissement.

Un prestation complémentaire a été commandée et l'exploitant a transmis par courriel du 16 mars 2026 un avis de passage ayant pour objet la "réalisation des coupures et essais requis et obligatoires pour la vérification réglementaire des installations électriques (Q18)". Celle-ci est programmée le 28 mai 2026.

Un dispositif de coupure générale d'alimentation électrique a été observé à l'entrée de la cellule 120, matérialisé par un interrupteur central.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 9 : Exercices incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercices d'évacuation

**Prescription contrôlée :**

Point 14

### **Exercice d'évacuation incendie**

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation doit organiser un exercice d'évacuation. Cet exercice doit être renouvelé tous les six mois.

**Constats :**

Les deux derniers exercices d'évacuation ont été réalisés le 20/02/2026 à 04h00 et en juillet 2025. Le délai réglementaire de 6 mois entre deux exercices n'est pas respecté. L'exploitant a précisé avoir différé l'exercice pour l'aligner avec la formation incendie de novembre 2025 et l'intégration des nouvelles embauches 2026, afin de permettre à ces derniers de participer à un exercice d'évacuation après leur accueil au poste.

Exercice d'évacuation incendie 2026

- 12 personnes évacuées en moins de 5 minutes : bonne évacuation
- mais anomalie dans le dispositif d'alerte.

L'évacuation s'est globalement bien déroulée (temps < 5 min, 100 % du personnel comptabilisé, détection de "l'homme mort"), démontrant une bonne réactivité opérationnelle.

Cependant, trois **défauts critiques** compromettent la sécurité :

- Défaillance du système d'alerte : aucune remontée d'alarme via la télésurveillance, risquant un retard d'intervention des secours.
- Accès aux informations pompiers : oubli du classeur sécurité (listes, plans, consignes),

essentiel pour les secours.

- Portes et rideaux laissés ouverts : facteur aggravant majeur en cas d'incendie (appel d'air, propagation accélérée).

L'exploitant a indiqué avoir identifié la cause de l'anomalie : un mauvais réglage consécutif au remplacement de la centrale d'instruction détection. La situation est revenue à la normale le jour même, ce qui a été confirmé par la consultation du journal des événements de l'entreprise de télésurveillance SCUTUM SAS. Un débriefing sécurité concernant cet exercice a été organisé avec l'ensemble des équipes comme en atteste la feuille d'émargement présentée.

Le prochain exercice d'évacuation aura lieu avant le mois de septembre 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 10 : Désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/1996, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage

**Prescription contrôlée :**

**9.2.1** La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles.

Toutefois elle comporte au moins sur 2% de sa surface totale des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur) dont des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle sur au moins 0,5% de sa surface totale.

Les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur doivent être facilement accessibles et situées à proximité des issues de secours.

**Constats :**

Visite 2019 :

Un rapport APAVE de 2016 conclut que les capacités de désenfumage sont insuffisantes pour l'entrepôt 1.

L'exploitant a transmis un devis datant du 26/02/2017 pour une remise en conformité avec la création d'exutoires et d'amenées d'air et d'écrans de cantonnement complémentaires d'un montant total de 105 000 €HT.

Visite 2026 :

Les travaux de mise en conformité ont été réalisés par la société BMTI à partir de l'année 2017. L'inspection a permis d'observer les aménagements suivants réalisés dans le cadre de ces travaux : des écrans de cantonnement et des lanterneaux de désenfumage installés en zone 230, ainsi que des amenées d'air mises en place en zone 121.

L'exploitant transmettra tout justificatif nécessaire démontrant une conformité totale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

